# Présidentielle 2027 : les attentes des entreprises au cœur du débat

Publié le 25 août 2026

À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, le débat politique ne peut pas faire l'impasse sur la réalité vécue par celles et ceux qui créent, produisent, investissent et emploient en France.

Pour faire entendre leur voix, le Medef a lancé avec OpinionWay la consultation « *Mobilisation des Entreprises de France - Cap sur 2027* ». Au total, 65 872 dirigeants d'entreprise y ont participé entre le 15 avril et le 15 juillet 2026. Il s'agit de la plus vaste consultation jamais menée auprès des chefs d'entreprise. Le Medef porte la voix de l'ensemble de ces dirigeants, issus d'entreprises de toutes tailles, de tous secteurs et de toutes régions, avec naturellement une très large représentation de TPE et de PME.

Cette mobilisation d'une ampleur inédite adresse un message sans ambiguïté aux responsables politiques : les entreprises veulent que leurs priorités soient placées au cœur du débat présidentiel.

## Cinq priorités pour le prochain quinquennat

Les réponses des dirigeants font émerger cinq attentes majeures :

- réduire la fiscalité et les charges des entreprises (83 %) ;
- réindustrialiser la France (81 %) ;
- simplifier les normes et les procédures administratives (75 %) ;
- réduire la dette et les dépenses publiques (75 %) ;
- stabiliser les règles fiscales et sociales (74 %).

Ces priorités sont largement partagées, quels que soient le secteur d'activité et la taille des entreprises. Elles expriment une même demande : disposer d'un environnement économique plus compétitif, plus simple et plus prévisible.

Les dirigeants consultés attendent des décisions structurelles et durables qui leur permettent d'investir, de recruter et de se développer en France.

## Une inquiétude profonde face à l'avenir économique

Cette mobilisation exceptionnelle révèle également une crise de confiance qu'il serait dangereux de minimiser.

82 % des dirigeants consultés se déclarent pessimistes quant aux effets de la politique économique du prochain président de la République sur leur entreprise. Seuls 17 % se disent optimistes.

Si rien ne change au cours du prochain quinquennat, 66 % des répondants estiment que leur entreprise se fragilisera, rencontrera de sérieuses difficultés ou fera faillite. À l'inverse, seuls 20 % pensent qu'elle pourra se développer ou se maintenir à son niveau actuel. Par ailleurs, 13 % envisagent de privilégier leur développement à l'étranger plutôt qu'en France.

L'un des signaux les plus préoccupants concerne l'attractivité entrepreneuriale du pays. Si 59 % des répondants conseilleraient encore à un jeune entrepreneur de créer une entreprise, ils sont près de deux fois plus nombreux à lui recommander de le faire à l'étranger (39 %) plutôt qu'en France (20 %). Près d'un tiers, 32 %, lui conseillerait de renoncer à créer une entreprise.

## Fiscalité, complexité administrative et instabilité pèsent sur l'activité

Les difficultés auxquelles les entreprises sont confrontées aujourd'hui expliquent largement cette inquiétude.

Le niveau des impôts et des charges est cité par 79 % des dirigeants consultés, devant le poids des démarches administratives, mentionné par 59 % d'entre eux. Les changements fréquents de règles fiscales, sociales ou environnementales sont cités par 50 % des répondants, et le manque de visibilité sur la conjoncture économique par 49 %. Le coût de l'énergie est également mentionné par 36 % des participants.

Ces difficultés alimentent des craintes très concrètes pour le prochain mandat présidentiel. 85 % des répondants redoutent une augmentation de la fiscalité et des charges sur les entreprises. Ils sont également 63 % à craindre une aggravation de la bureaucratie et des contraintes administratives, et 62 % une hausse de la fiscalité sur leurs revenus et leur patrimoine.

Ces préoccupations font directement écho aux priorités exprimées par les dirigeants pour le prochain quinquennat. Invités à citer spontanément la réforme qui devra absolument être engagée par le prochain président de la République d'ici à 2032, 63 % citent la réforme des charges et de la fiscalité, devant la réforme du travail et de l'emploi mentionnée par 22 % des répondants et la réforme administrative par 21 %.

## Les résultats présentés à la REF le 27 août

Pour le Medef, les enseignements de cette consultation doivent trouver une traduction concrète dans la campagne présidentielle. Chaque candidat devra notamment préciser ce qu'il entend proposer pour redresser l'économie du pays et quelle place il entend donner aux entreprises.

Le débat économique ne peut plus avoir pour seul horizon de nouvelles hausses d'impôts et toujours plus de contraintes pour les entreprises. Il doit porter sur les conditions permettant aux entreprises de prévoir, d'investir, d'innover, de recruter et de se développer en France.

Le Medef présentera les résultats complets de cette consultation nationale à la REF, le 27 août 2026. Cette restitution donnera toute sa place à la parole de près de 66 000 dirigeants mobilisés et permettra de porter directement leurs préoccupations, leurs priorités et leurs propositions dans le débat public.

À l'approche de l'élection présidentielle, les candidats devront répondre à une question essentielle : comment permettre aux entreprises de créer davantage de richesse pour enrayer le risque de déclassement économique de la France ?

Retrouvez la synthèse des résultats de la

consultation

## Méthodologie

La consultation « *Mobilisation des Entreprises de France – Cap sur 2027* » a été réalisée par OpinionWay auprès de 65 872 dirigeants d’entreprise, interrogés en ligne selon la méthode CAWI. Le terrain s’est déroulé du 15 avril au 15 juillet 2026.